Burundi : radios d'opposition "HS", manifestations prévues lundi

RTBF, 17 mai 2015 La présidence burundaise s'est dit prête dimanche à envisager un léger report des élections législatives et présidentielle prévues à partir de fin mai, comme le réclame la communauté internationale en raison de la crise politique qui secoue le pays. 17 putschistes ont été traduits samedi en justice. Ils avaient été arrêtés après la tentative de coup d'Etat lancée mercredi par le général Godefroid Niyombare, dont on est par ailleurs toujours sans nouvelle. Des journalistes ont préféré fuir à l'étranger, et des ONG ont décidé d'évacuer leur personnel expatrié. Interrogé par quelques médias sur ce possible report, le conseiller en communication de la présidence Willy Nyamitwe a répondu: "Ca s'est passé en 2005, ça s'est passé en 2010, pourquoi ça ne se passerait pas en 2015 si la Commission (électorale) trouve qu'on peut faire un glissement de deux au trois jours, d'une semaine...". Par ailleurs, la présidence a "condamné" les récentes attaques contre des radios privées du pays, lors de la tentative manquée de coup d'Etat cette semaine. "Qu'on brasse les médias, au niveau de la présidence, on condamne avec la dernière énergie", a encore affirmé Willy Nyamitwe. Les directeurs des principales radios et télévision indépendantes visés par ces attaques ont accusé les forces pro-Nkurunziza d'en être responsables. Il ne reste quasiment plus aujourd'hui de médias privés indépendants au Burundi, alors que la radio-télévision (RTNB) continue elle de relayer les messages présidentiels. Après avoir violemment attaqué et vu leur matériel endommagé ou détruit, la RPA (radio la plus écoutée du pays), la Radio-Télévision Renaissance et les deux autres principales radios privées, Bonesha et Isangarino, qui avaient diffusé les messages des putschistes, ne peuvent plus émettre aujourd'hui. Le patron de la RPA Bob Rugurika a fui à l'étranger et plusieurs journalistes de médias privés se cachent. Manifestations C'est la peur qui domine au Burundi, après la tentative avortée de coup d'Etat. Des proches de deux accusés entendus samedi par le parquet, affirment que les suspects ont été malmenés et tabassés lors de leur détention. Ils s'exprimaient sous le couvert de l'anonymat par peur de représailles. Les 17 putschistes sont accusés de tentative de renversement des institutions, mais n'ont pas encore été inculpés. Le sort de leur chef, le général Niyombare, qui avait annoncé la chute du président Nkurunziza mercredi, reste toujours incertain à l'heure qu'il est. Destruction systématique des radios Le pouvoir est accusé de vouloir étouffer toute critique. Les radios burundaises privées, auparavant dynamiques, sont aujourd'hui réduites au silence. Ces derniers jours, les militaires ont fait irruption dans les locaux, molestant les journalistes, et détruisant le matériel, soit en tirant dans les crans, les câbles et les véhicules, soit carrément en incendiant les installations. Le patron de l'une de ces radios -la RPA, la station la plus écoutée- est parti "se mettre à l'étranger". Dans les quartiers de Bujumbura, opposés au président Nkurunziza, on craint des représailles. D'autant que plus aucune radio n'est en mesure de dénoncer les éventuelles exactions des partisans du pouvoir. Des ONG européennes ont décidé d'évacuer leur personnel expatrié au Burundi. Des habitants de la capitale ont annoncé qu'ils allaient manifester en masse ce lundi. Aline Gonçalves